

Baromètre de l'Habitat Sain 2017

Impact de l'habitat sur la santé des Européens



VELUX®

RÉNOVER POUR DOPER LA CROISSANCE, AMÉLIORER LA SANTÉ ET TENIR NOS ENGAGEMENTS CLIMATIQUES

Le Baromètre de l'Habitat Sain 2017 nous rappelle que la vocation de l'habitat est d'offrir à ses occupants un cadre de vie sain. Or, fait alarmant, un Européen sur six déclare vivre dans un logement insalubre.

Le Baromètre démontre aussi que l'amélioration du parc immobilier, à travers sa rénovation, peut avoir une incidence majeure sur la santé et le bien-être, en plus d'apporter des solutions à certains grands enjeux sociétaux et climatiques.

La rénovation est la clé d'un habitat sain

La rénovation du parc bâti existant doit être l'un des piliers des politiques climatiques et énergétiques de l'UE. À cet égard, la performance énergétique, érigée en priorité, sera l'une des clés pour atteindre les objectifs fixés.

La hausse du rythme des rénovations aura par ailleurs plusieurs effets vertueux : d'une part, le secteur du bâtiment, ainsi dynamisé, peut devenir un moteur de croissance et de création d'emplois locaux. D'autre part, rendre l'habitat plus sain peut permettre de réduire les dépenses de santé et de lutter contre la précarité énergétique. La Commission européenne dresse le même constat dans sa proposition de révision de la Directive relative à la performance énergétique des bâtiments.

Les problèmes de santé sont deux fois plus fréquents chez les personnes en situation de précarité énergétique que chez les autres. Ce chiffre éloquent ne doit pas surprendre et confirme l'importance de rénover pour combattre ce fléau.

Stimuler les investissements privés

Le présent rapport le souligne : il existe des freins à la rénovation. Par exemple, de nombreux propriétaires renoncent à rénover leur logement, en raison de contraintes financières ou parce qu'ils n'en voient pas l'utilité. Il faut en conclure que les nombreux fonds publics alloués à la performance énergétique ne feront pas tout. Pour atteindre nos objectifs climatiques et améliorer la qualité de vie des citoyens en Europe, ceux-ci doivent se doubler de mesures incitatives plus fortes en direction des investissements privés.



Maroš Šefčovič
Vice-Président, Union énergétique
Commission européenne

LES BÂTIMENTS DE DEMAIN SERONT SAINS ET PERFORMANTS

Le présent rapport met pour la première fois en lumière l'étroitesse du rapport entre l'état d'un logement et la santé de ses occupants. Pour offrir un climat intérieur plus sain et réduire les émissions de CO₂, comme le prévoit l'Accord de Paris entré en vigueur en 2016, les pouvoirs publics doivent encourager les chantiers de rénovation à grande échelle.

Les études menées par l'Organisation Mondiale de la Santé et l'Union européenne sur le cadre de vie et la santé n'ont pas encore permis de dresser un état des lieux complet de l'habitat européen et de son incidence sur notre bien-être. Mais le Baromètre de l'Habitat Sain 2017 est le premier rapport à recourir à des données statistiques détaillées, tirées de l'instrument EU-SILC d'Eurostat, pour mettre en évidence la corrélation entre l'état du logement et la santé de ses occupants.

Le coût de l'insalubrité de l'habitat

Que faut-il en retenir ? Tout d'abord, l'insalubrité d'un logement (humidité, manque de lumière naturelle, manque ou excès de chauffage) augmente considérablement les risques pour la santé. Aujourd'hui, un Européen sur six vit dans un logement présentant au moins l'un de ces problèmes. Nous savons que l'état d'un logement retentit directement sur ses occupants. Il n'en demeure pas moins inquiétant de constater que la présence d'humidité ou de moisissure peut à elle seule augmenter de 40 % le risque d'asthme.

L'insalubrité des logements a un coût pour ses occupants mais aussi pour la société. Chaque année, quelques-unes des affections causées par l'insalubrité coûtent

à elles seules 82 milliards d'euros aux sociétés européennes. Il suffirait pourtant de rénover 2 % du parc européen par an en mettant l'accent sur la salubrité pour réduire de moitié le nombre d'Européens vivant dans des logements humides et insalubres à l'horizon 2050.

Construire et rénover pour une meilleure santé

Il faut des mesures concrètes pour changer la donne en matière sanitaire et climatique. L'accélération du rythme des rénovations permettrait tout à la fois d'assainir les logements et de créer de l'emploi en dopant l'économie européenne. Le paquet de mesures de la Commission européenne « Une énergie propre pour tous les Européens » (et son volet sur la performance énergétique des bâtiments) est un très bon début. L'habitat est un enjeu de société crucial par lequel on peut agir sur le climat, la santé, la productivité et la qualité de vie.



Michael K. Rasmussen
Vice-président du Groupe VELUX
Directeur Marketing International



Les Européens vivant dans des logements humides ou sombres se disent en moins bonne santé

ECOFYS
A Navigant company

Proportion d'Européens se déclarant en mauvaise santé et vivant dans un logement :

Proportion d'Européens se déclarant en mauvaise santé et vivant dans un logement :

	Proportion d'Européens se déclarant en mauvaise santé et vivant dans un logement :		Pourcentage de hausse du nombre d'Européens se jugeant en mauvaise santé	Proportion d'Européens se déclarant en mauvaise santé et vivant dans un logement :		Pourcentage de hausse du nombre d'Européens se jugeant en mauvaise santé
	Non humide	Humide		Lumineux	Sombre	
UE	9%	16%	66%	10%	15%	52%
Autriche	9%	11%	26%	9%	16%	91%
Belgique	8%	13%	65%	8%	15%	79%
Bulgarie	11%	18%	56%	11%	17%	53%
Croatie	23%	42%	81%	26%	32%	24%
Chypre	5%	9%	81%	6%	12%	89%
République tchèque	12%	17%	38%	13%	21%	64%
Danemark	8%	11%	39%	8%	22%	178%
Estonie	14%	24%	67%	16%	20%	22%
Finlande	8%	10%	31%	7%	12%	59%
France	8%	13%	63%	8%	13%	56%
Grande-Bretagne	8%	10%	34%	8%	10%	27%
Grèce	8%	18%	125%	9%	16%	77%
Hongrie	14%	23%	73%	15%	21%	37%
Islande	5%	9%	68%	6%	9%	45%
Irlande	3%	5%	95%	3%	5%	100%
Italie	11%	18%	59%	12%	17%	44%
Lettonie	14%	17%	18%	15%	15%	2%
Lituanie	18%	30%	62%	19%	31%	60%
Luxembourg	7%	9%	23%	7%	9%	19%
Malte	3%	6%	91%	3%	6%	81%
Pays-Bas	6%	8%	41%	6%	7%	19%
Norvège	6%	9%	42%	6%	17%	180%
Pologne	14%	22%	60%	14%	23%	61%
Portugal	16%	27%	71%	18%	25%	40%
Roumanie	8%	20%	139%	10%	17%	79%
Slovaquie	12%	23%	92%	12%	19%	54%
Slovénie	11%	21%	85%	14%	21%	55%
Espagne	8%	11%	43%	8%	10%	25%
Suède	4%	8%	73%	4%	9%	114%
Suisse	3%	5%	56%	3%	5%	47%



Les Européens vivant dans un logement humide sont 1,7 fois plus nombreux à se dire en mauvaise santé



Les Européens vivant dans un logement sombre sont 1,5 fois plus nombreux à se dire en mauvaise santé

Ces données sont tirées de réponses portant sur trois paramètres : « État de santé général », « Manque de luminosité » et « Fuites de toiture, humidité ou moisissure ».

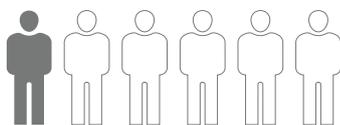
INSALUBRITÉ DE L'HABITAT : UN FORT IMPACT SUR LA SANTÉ DES EUROPÉENS

Des facteurs tels que la moisissure et l'humidité peuvent dégrader non seulement les logements, mais aussi et surtout la santé de leurs occupants. Les Européens vivant dans un logement insalubre sont 1,5 fois plus nombreux à souffrir de problèmes de santé.

Actuellement, un Européen sur six (soit l'équivalent de la population allemande) déclare vivre dans un logement insalubre, c'est-à-dire humide (fuite de toiture ou formation d'humidité au niveau du sol, des murs ou des fondations), insuffisamment baigné de lumière naturelle, mal chauffé pendant l'hiver ou à l'inverse surchauffé. Dans certains pays, cette proportion grimpe à un habitant sur trois.

Malheureusement, les effets d'un logement insalubre sur la santé ne font pas de doute. Les personnes vivant dans un logement insalubre sont 1,5 fois plus nombreuses à souffrir de problèmes de santé (voir ci-contre). Il y a donc une corrélation évidente entre l'insalubrité du logement et le fait de juger son état de santé « mauvais ».

Nombre d'Européens déclarant vivre dans un logement insalubre



1 Européen sur 6, soit l'équivalent de la population allemande



12 %

des Français déclarent vivre dans des habitations ayant des problèmes d'humidité

LE COÛT SOCIAL DE L'INSALUBRITÉ DE L'HABITAT

L'insalubrité des logements a non seulement une incidence sur la santé des Européens, mais aussi sur leurs finances. Le coût de l'asthme et de la broncho-pneumopathie chronique obstructive pour les sociétés européennes se chiffre à 82 milliards d'euros par an.



La transformation des postes de travail et le remplacement des métiers d'extérieur par des emplois de bureau font que les Européens passent de plus en plus de temps enfermés. De fait, nous passons aujourd'hui 90 % de notre temps en intérieur, dont les deux tiers à notre domicile. À la fois lieu de vie, de travail et de loisirs, cet environnement a nécessairement un impact majeur sur notre santé.

Une mauvaise qualité de l'air intérieur fragilise l'ensemble du système respiratoire et peut être à l'origine de diverses affections respiratoires, voire augmenter le risque d'autres pathologies. L'humidité ou la moisissure des logements augmente ainsi de 40 % le risque d'asthme et on compte actuellement 2,2 millions d'Européens qui souffrent d'asthme résultant de leurs conditions de vie. L'asthme n'est pas le seul risque sanitaire : l'humidité des logements est également la cause possible d'allergies, de handicaps et de morts prématurées.

Coût social

Le coût social de ces affections est tout aussi lourd : l'asthme et la broncho-pneumopathie chronique obstructive coûtent aux Européens 82 milliards d'euros par an. Les coûts directs de prise en charge et de traitement représentent la moitié de cette somme ; les coûts indirects tels que les pertes de productivité constituent l'autre moitié (soit près de 40 milliards d'euros). De quoi inciter tout employeur à faire d'un air intérieur plus sain une priorité, a fortiori quand on sait que la qualité de l'air au travail peut entraîner jusqu'à 10 % de gains de productivité.

¹ Organisation Mondiale de la Santé Europe (2013)

² David P. Wyon and Pawel Wargocki, ASHRAE Journal, Mars 2013, pp. 46-50



40 milliards
d'euros

Coûts annuels indirects de l'asthme
et de la broncho-pneumopathie
chronique obstructive (comme
perte de productivité)



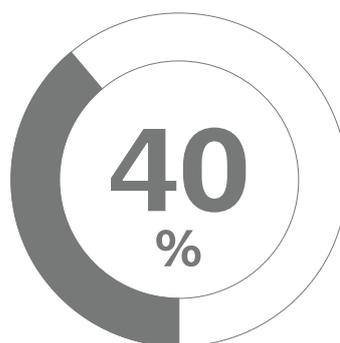
42 milliards
d'euros

Coûts annuels directs de la prise
en charge de l'asthme et de la
broncho-pneumopathie chronique
obstructive (comme les soins et
traitements médicamenteux)



82 milliards
d'euros

Coût annuel total imputable
à l'asthme et à la broncho-
pneumopathie chronique
obstructive pour les sociétés
européennes



Le risque d'asthme est 40 % plus élevé
chez les Européens dont le logement est
exposé à l'humidité ou à la moisissure



Lorsque les occupants ne sont pas en capacité de chauffer suffisamment leur logement en hiver :

EN EUROPE

 x2

Ils sont deux fois plus nombreux à se plaindre de problèmes de santé

 x2

Ils sont deux fois plus nombreux à déplorer un manque de luminosité naturelle

 x3

Ils sont près de trois fois plus nombreux à souffrir de l'humidité

EN FRANCE

 x2,5

Ils sont 2,5 plus nombreux à se plaindre de problèmes de santé

 x3

Ils sont trois fois plus nombreux à déplorer un manque de luminosité naturelle

 x3

Ils sont trois fois plus nombreux à souffrir de l'humidité

PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE : UNE TENDANCE ALARMANTE

Manger ou se chauffer ? Tel est le dilemme auquel sont confrontés 49 millions d'Européens à chaque nouvelle journée de froid. Et les conséquences sont lourdes : les personnes en situation de précarité énergétique sont deux fois plus nombreuses à souffrir de problèmes de santé.

Dans le présent rapport, « précarité énergétique » s'entend comme l'incapacité d'une personne à chauffer convenablement son logement. Sont notamment en cause la hausse des prix de l'énergie, la faiblesse des revenus et l'inefficacité énergétique des bâtiments.

Cette nouvelle édition du Baromètre de l'Habitat Sain met en lumière la corrélation entre précarité économique et précarité énergétique. Une cartographie du paysage économique européen montre qu'un Européen sur trois a des fins de mois difficiles et que plus d'un sur deux vit dans un logement mal chauffé. Ils sont 45 % à sciemment baisser leur chauffage pour réaliser des économies d'énergie³.

Risques sanitaires associés à l'exposition au froid

Ces personnes vivent non seulement dans le froid, mais aussi dans des logements insalubres. La probabilité de vivre dans un logement humide et insalubre est près de trois fois plus grande pour les Européens vivant en situation de précarité énergétique. Or, le manque de chauffage nuit aussi considérablement à la santé. Les Européens qui ne parviennent pas à chauffer convenablement leur logement en hiver sont deux fois plus nombreux à se déclarer en mauvaise santé.

³ Baromètre de l'Habitat Sain (2016)



Les Européens logés dans un habitat mal chauffé sont plus nombreux à se dire en mauvaise santé

ECOFYS

Proportion d'Européens se déclarant en mauvaise santé et vivant dans un logement :

	Bien chauffé	Mal chauffé	Pourcentage de hausse d'Européens se jugeant en mauvaise santé
UE	9%	20%	113%
Autriche	8%	27%	221%
Belgique	8%	24%	212%
Bulgarie	8%	15%	82%
Croatie	24%	45%	88%
Chypre	4%	11%	149%
République tchèque	12%	24%	99%
Danemark	8%	24%	190%
Estonie	16%	31%	97%
Finlande	7%	26%	249%
France	8%	20%	158%
Grande-Bretagne	7%	20%	171%
Grèce	8%	13%	61%
Hongrie	14%	26%	80%
Islande	6%	15%	155%
Irlande	3%	6%	154%
Italie	11%	18%	69%
Lettonie	14%	21%	56%
Lituanie	17%	26%	49%
Luxembourg	7%	32%	344%
Malte	3%	6%	88%
Pays-Bas	6%	25%	323%
Norvège	6%	32%	393%
Pologne	13%	26%	102%
Portugal	15%	27%	83%
Roumanie	9%	16%	67%
Slovaquie	12%	21%	76%
Slovénie	13%	31%	131%
Espagne	8%	12%	61%
Suède	4%	14%	216%
Suisse	3%	9%	189%

Les données sont tirées de réponses portant sur deux paramètres : « État de santé général » et « Capacité à chauffer convenablement son logement »

LES PROPRIÉTAIRES DU PARC PRIVÉ, ACTEURS CLÉS DE LA RÉNOVATION

On compte 110 millions de maisons individuelles ou mitoyennes en Europe, dont 84 % dans le parc privé. Nombre d'entre elles nécessitent d'importants travaux de rénovation.

Près de 60 % des Européens vivent dans des maisons individuelles ou mitoyennes, au sein de ménages composés en moyenne de deux adultes⁴. Trois quarts de ces habitations ont de mauvaises performances énergétiques⁵. Les maisons et immeubles représentant 40 % de la consommation d'énergie en Europe et 36 % des émissions de CO₂, il est indispensable d'accélérer la rénovation énergétique de l'habitat dans toute l'Europe. Les propriétaires du parc privé joueront à cet égard un rôle clé.

Libérer les investissements privés dans la rénovation

La faisabilité de travaux de rénovation énergétique dépend de la capacité financière des propriétaires du logement.

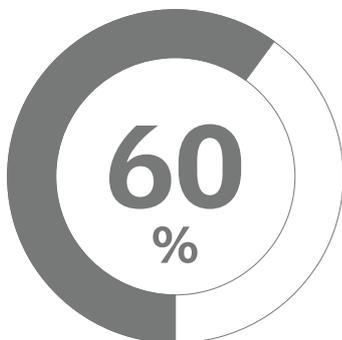
Selon les travaux menés par Copenhagen Economics, un foyer européen dispose en moyenne d'un capital de 139 000 euros. Compte tenu de la répartition des richesses pays par pays, 70 % des ménages européens seraient en capacité de financer un projet de rénovation. Dans cette analyse, le capital disponible comprend les actifs financiers tels que l'épargne, les actions, etc., tandis que les actifs non-financiers correspondent à la valeur nette de l'actif immobilier.

⁴ Ecofys (2016)

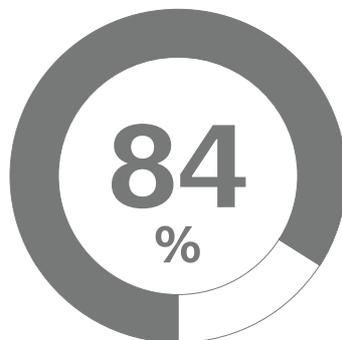
⁵ COM (2016) 860 annexe finale

⁶ Commission européenne, Bâtiments (2017), l'adresse : <https://ec.europa.eu/energy/en/topics/energy-efficiency/buildings>

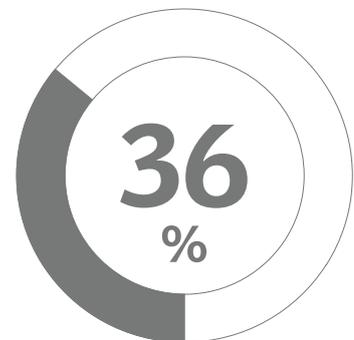
Cartographie de l'habitat européen



des Européens vivent dans des maisons individuelles.
Ce chiffre monte à 67 % en France.



des maisons individuelles appartiennent au parc privé



des émissions de CO₂ totales en Europe sont émises par les maisons et immeubles



110 millions

de maisons individuelles en Europe





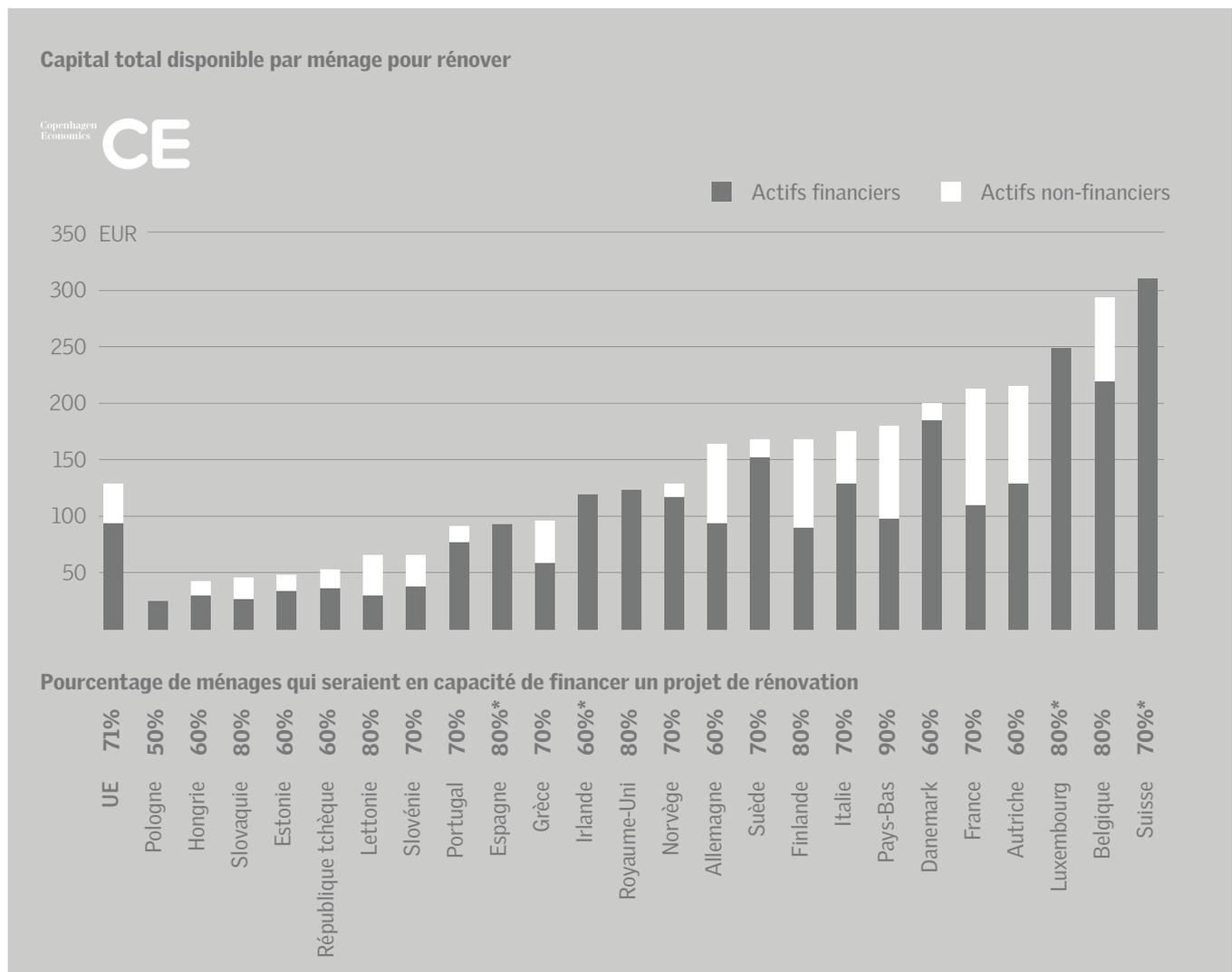
30 000 milliards d'euros

Montant total du capital privé mobilisable pour des travaux de rénovation dans l'ensemble de l'UE

L'argent, nerf de la rénovation

Le capital total disponible des ménages européens dépasse les 30 000 milliards d'euros. Ce chiffre tient compte à la fois du capital financier (épargne, actions) et du capital non-financier (valeur nette de l'actif immobilier). Le tableau ci-dessous représente le capital financier et non-financier disponible par pays, ainsi que la proportion respective de ménages qui

seraient en capacité de financer un projet de rénovation. Le capital disponible varie considérablement d'un pays à l'autre, mais dans l'ensemble, plus de la moitié des ménages européens seraient en capacité de financer un projet de rénovation. En plus de permettre des économies à long terme sur les factures d'énergie, les travaux de rénovation permettent aussi d'améliorer les conditions de vie et



Dans chaque colonne figure le capital total disponible pour un foyer moyen, qui est égal à la somme des actifs financiers et non-financiers en euros (milliers, prix 2016). Les données relatives au capital non-financier n'étaient pas connues pour l'Espagne, l'Irlande, le Luxembourg et la Suisse. Ne sont donc comptabilisés dans le total que les actifs financiers disponibles.

La moyenne tient compte de tous les pays recensés, y compris les pays signalés par un « * ».

Le chiffre donné pour chaque pays correspond au pourcentage de ménages en mesure de financer un projet de rénovation à hauteur de 75 000 €, en tenant compte des variations de parités de pouvoir d'achat (PPA) pour chaque pays.

Source : Copenhagen Economics sur la base des données de l'OCDE (actifs financiers et non-financiers) et des statistiques de la Commission européenne (2015) concernant « La répartition des richesses et la fiscalité dans l'UE ».

CONFORT ET BIEN-ÊTRE, DEUX MOTEURS POUR RÉNOVER

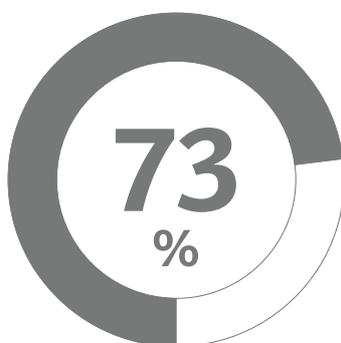
L'amélioration de la performance énergétique n'est pas la seule raison de rénover une maison ; près de trois Européens sur quatre envisageraient une rénovation pour améliorer le confort et le bien-être de leur famille.

Aujourd'hui, la plupart des propriétaires seraient enclins à rénover leur logement pour réaliser des économies d'énergie⁷. Pour autant, le facteur économique n'est pas leur seule motivation. Près de trois quarts des Européens envisageraient de rénover pour améliorer le confort et la santé de leurs familles. On sait, d'après l'édition 2016 du Baromètre de l'Habitat Sain, que pour la plupart des Européens, le confort / bien-être est une motivation aussi forte que les économies d'énergie.

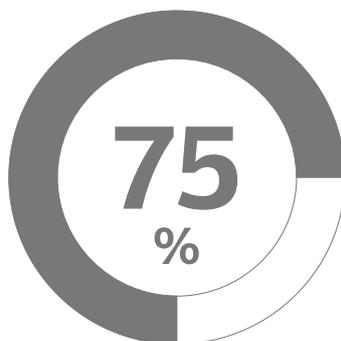
De l'ordre d'1 à 2 % par an seulement, le rythme de rénovation du parc bâti existant est faible⁸. D'où la nécessité de développer les mesures incitatives en direction de l'investissement privé. Les avantages pour la santé et le bien-être devraient donc être mis en lumière par les politiques et campagnes d'incitation au même titre que les économies réalisées sur les factures d'énergie. Ce serait un bon moyen d'accélérer le rythme des rénovations.

Rendre plus sains les logements des Européens par la rénovation permettrait de réduire l'incidence des maladies respiratoires et leur coût social. Il suffirait de rénover 2 % de l'habitat européen chaque année pour diminuer de moitié le nombre de logements humides à l'horizon 2050. Le nombre d'Européens souffrant d'affections respiratoires dues à l'humidité de leur logement s'en trouverait réduit de 25 % sur la même période⁹.

Motivation des Européens en matière de rénovation de leurs logements



Améliorer le bien-être



Réaliser des économies d'énergie



⁷ Baromètre de l'Habitat Sain (2016)

⁸ Commission européenne (2016)

⁹ Institut de Physique du Bâtiment Fraunhofer (2016)

RÉNOVATION DE L'HABITAT : UN NOUVEAU LEVIER POUR ATTEINDRE NOS OBJECTIFS CLIMATIQUES

L'amélioration du parc bâti existant en Europe est un chantier clé pour agir sur le dérèglement climatique et la santé. Un chantier qui commence logiquement par la rénovation des logements énergivores.

L'inefficacité énergétique de l'habitat étant en grande partie responsable de la surconsommation d'énergie en Europe, la rénovation apparaît comme un levier essentiel pour atteindre les objectifs que se sont fixés les nations dans le cadre de l'Accord de Paris 2016 sur le climat, visant à limiter les effets du dérèglement climatique. Mais il faut pour cela cerner les motivations qui poussent les

propriétaires à investir dans la rénovation. Il y a certes la perspective d'abaisser leur facture énergétique, mais les citoyens aspirent aussi à un cadre de vie plus sain et plus confortable. Tenir compte de ces deux dimensions permettra à terme d'accélérer le rythme des rénovations, ce qui aura de nombreux effets vertueux pour les personnes comme pour la société.

À propos du Baromètre de l'Habitat Sain

Le Baromètre de l'Habitat Sain est constitué d'une série d'études pan-européennes visant à analyser les rapports entre logement et santé. Publié sous l'égide du Groupe VELUX, le présent Baromètre est le troisième du genre. La première édition est parue en 2015. Dans les éditions 2015 et 2016, nous explorions la façon dont les Européens appréhendent les bienfaits d'un habitat sain. Le Baromètre 2017 approfondit les conclusions du rapport 2016 en analysant l'impact de l'habitat sur la santé des Européens.

Cette année, le Baromètre de l'Habitat Sain repose sur des données tirées de différentes sources : l'agence de conseil Ecofys basée à Berlin, l'Institut allemand de Physique du Bâtiment Fraunhofer, l'agence de conseil danoise Copenhagen Economics ainsi que les deux précédentes éditions du Baromètre de l'Habitat Sain.

Les chercheurs d'Ecofys ont analysé la corrélation entre logement et santé dans 27 États membres de l'UE (hors Allemagne) à partir de la base de données d'Eurostat EU-SILC (Étude sur le revenu et les conditions de vie, une enquête

visant à évaluer l'état et le développement des revenus et des conditions de vie en Europe). Les données EU-SILC sont recueillies auprès des offices statistiques nationaux. Les travaux présentés ici reposent sur des données EU-SILC dites « brutes », autrement dit auto-déclarées. Eurostat livre ces données afin de les soumettre à des études proposées par des instituts de recherche agréés. Ces études ont exploité les résultats (anonymisés) obtenus pour chaque variable EU-SILC auprès de plus de 100 000 foyers individuels et de plus de 250 000 adultes (âgés de plus de 16 ans) dans l'ensemble des États membres de l'UE, à l'exclusion de l'Allemagne.

L'institut Fraunhofer a analysé plus de 200 publications scientifiques traitant de l'impact de l'humidité et de la moisissure sur les affections respiratoires. Ces publications ont été étudiées dans le cadre d'une méta-analyse visant à déterminer la probabilité de développer de l'asthme lorsqu'on vit dans un logement humide ou ayant de la moisissure. L'Institut de Physique du Bâtiment Fraunhofer a croisé les résultats de cette méta-analyse avec les données tirées d'Eurostat et d'autres études afin de déter-

miner le nombre d'Européens touchés par des problèmes d'humidité et de moisissure et d'en chiffrer le coût social. Copenhagen Economics a analysé le capital que les ménages sont en mesure de consacrer à des travaux de rénovation à partir de données de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques). L'analyse a pris en compte l'épargne et le capital non-financier. Afin d'estimer le capital non-financier disponible, Copenhagen Economics est reparti du patrimoine net des ménages, défini comme la somme de leurs actifs financiers et de la valeur de leur bien immobilier, moins l'ensemble de leurs échéances restant dues.

Sauf mention contraire, les résultats et les chiffres cités dans le présent Baromètre de l'Habitat Sain sont tirés des analyses réalisées par Ecofys, l'Institut Fraunhofer et Copenhagen Economics.

Pour en savoir plus sur ces études et leurs méthodologies, rendez-vous sur le site velux.com/health.



» Les propriétaires renoncent souvent à rénover leur logement, en raison de contraintes financières ou parce qu'ils n'en voient pas l'utilité. Il faut en conclure que les nombreux fonds publics alloués à la performance énergétique ne feront pas tout. Pour atteindre nos objectifs climatiques et améliorer la qualité de vie des citoyens en Europe, ceux-ci doivent se doubler de mesures incitatives plus fortes en direction des investissements privés

Maroš Šefčovič
Vice-Président, Union de l'Énergie
Commission européenne

VELUX®

#HealthyBuildings
#BâtimentsSains